



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de L'Utilité Publique  
et de l'Environnement

Affaire suivie par Véronique Piona  
Tél : 03 87 34 84 28  
Fax 03 87 34 85 15  
[veronique.piona@moselle.gouv.fr](mailto:veronique.piona@moselle.gouv.fr)

**ARRETE**

N° 2010-DLP/BUPE – 245

du - 5 JUIL. 2010

mettant en demeure la société CREPLAST de CREHANGE de respecter, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 1.10, 3.2.4, 3.3.5, 6.6.5.1, 6.3.2, 6.6.3, 7.3.1 et 7.3.2 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET  
DE SECURITE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 autorisant la société CREPLAST à poursuivre l'exploitation du centre de valorisation de matières plastique, cartons, papier, et à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de CREHANGE ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 25 juin 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2010-60 du 22 avril 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**CONSIDERANT** que, lors d'une visite d'inspection réalisée le 10 juin 2010, l'Inspection des Installations Classées a constaté que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 précité ne sont pas respectées, à savoir :

- article 1.10 : il n'y a pas de clôture ;
- article 3.2.4 : le système devant permettre l'isolement du réseau d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur n'est pas en place ;
- article 3.3.5 : le décanteur-déshuileur n'est pas installé sur le réseau d'eaux pluviales ;
- article 6.6.5.1 : les bassins de confinement et d'orage ne sont pas installés ;
- article 6.3.2 : les murs de séparation REI 120 ne sont pas en place ;
- article 6.6.3 : les robinets d'incendie armés (RIA) ne sont pas installés ;
- article 7.3.1 : les aires spécifiques de stockage ne sont pas signalées ;
- article 7.3.2 : la procédure pour la marche à suivre en cas d'identification des déchets, non admissibles n'existe pas ;

**CONSIDERANT** les dangers et inconvénients générés par le non respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et notamment vis à vis des conséquences d'un incendie ou d'une pollution des eaux ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

## A R R E T E

### Article 1<sup>er</sup> :

La société CREPLAST est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 autorisant la société CREPLAST à poursuivre l'exploitation du centre de valorisation de matières plastique, cartons, papier, et à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de CREHANGE :

- article 1.10 : clôture ;
- article 3.2.4 : système d'isolement du réseau d'eaux pluviales ;
- article 3.3.5 : décanteur-déshuileur ;
- article 6.6.5.1 : bassins de confinement et d'orage ;
- article 6.3.2 : murs de séparation REI 120 ;
- article 6.6.3 : robinets d'incendie armés (RIA) ;
- article 7.3.1 : signalisation des différentes aires de stockage ;
- article 7.3.2 : procédure décrivant la marche à suivre en cas d'identification des déchets non admissibles

### Article 2 :

En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

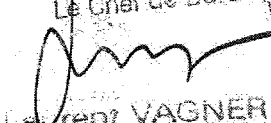
Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :


- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

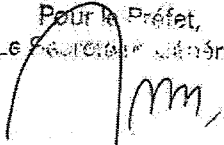
### Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
Le Sous-Préfet de Boulay,  
L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de CREHANGE où est implantée la société.

POUR COPIE CONFORME  
Pour la Préf.  
Le Chef de Bureau  
  
Laurent VAGNER



LE PREFET,  
Pour la Préfet,  
Le Secrétaire Général  
  
Jean-François TREFFEL